

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 850<sup>e</sup>  
SÉANCE

Vendredi 23 novembre 1962,  
à 10 h 45

NEW YORK

## SOMMAIRE

Points 33 et 94 de l'ordre du jour:

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite) . . . . .	351
Programme économique de désarmement (suite) . . . . .	

Point 39 de l'ordre du jour:

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	
Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite). . .	352

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

**Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1, E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]**

**Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646) [suite]**

1. M. AMADOR (Mexique) appelle l'attention des membres de la Commission sur l'annexe 2 (tableau 2-2) de l'étude du Groupe consultatif d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1) où il apparaît que les dépenses militaires inscrites au budget du Mexique représentent 0,8 p. 100 du produit intérieur brut. Le fait que le budget de l'éducation est 28 fois supérieur au budget militaire montre bien quelle est l'attitude du Gouvernement mexicain à l'égard du désarmement général et complet. La délégation mexicaine votera en faveur du projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1) et de l'amendement de la Nigéria et du Pakistan (A/C.2/L.680) qui, à son avis, font on ne peut plus logiquement suite à la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale, à la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social et à l'étude des experts.

2. D'après le projet de déclaration soviétique suivi d'un projet de résolution (A/C.2/L.646), le système économique des pays de l'Amérique latine est fondé sur la monoculture. Cette déclaration est inexacte pour ce qui est du Mexique. Il est vrai qu'il serait possible d'accélérer le rythme du développement éco-

nomique et social du Mexique si l'on pouvait trouver à ses produits primaires des débouchés commerciaux plus stables et en relever les prix par rapport à ceux des produits manufacturés et des biens de production que le Mexique doit acheter. On ne saurait toutefois qualifier d'étroit le système économique du Mexique. M. Amador cite des faits et des chiffres qui montrent la diversité et l'importance des industries agricole, pétrolière et minière ainsi que de l'industrie de la pêche et de la production de biens manufacturés.

3. M. THAJEB (Indonésie) se félicite que des experts appartenant à des pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents et qui se trouvent à différents stades de développement aient pu se mettre d'accord sur une question aussi sujette à controverse que celle qui a trait aux conséquences économiques et sociales du désarmement. L'étude des experts montre que le désarmement ne nuira nullement à l'économie et qu'il ne posera aucun problème insurmontable de reconversion. La transition pourra s'opérer de façon harmonieuse sans créer nécessairement de chômage. Les 120 milliards de dollars qui se trouveront libérés à la suite du désarmement pourront facilement être affectés à des utilisations pacifiques et constitueront une base saine pour le développement économique et l'accroissement des échanges internationaux. Le désarmement aura pour effet d'améliorer la situation économique et sociale dans le monde entier et aura des répercussions sur le volume et le système institutionnel de l'assistance internationale. Il sera vraisemblablement possible d'accroître le montant de l'aide et des prêts à faible intérêt accordés par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies. L'étude des experts représente un premier pas dans le programme d'action à long terme de l'ONU. L'Organisation aura un rôle important à jouer pour aplanir les difficultés de transition que posera le désarmement et il ne fait nul doute que des mesures appropriées devront être prises à l'échelon international et national.

4. Le projet de résolution commun demande que les Etats Membres entreprennent des études sur la question et que l'Organisation des Nations Unies elle-même procède à de nouvelles études pour compléter l'étude de façon appropriée. Etant donné que le désarmement aura des conséquences économiques non seulement dans les pays industrialisés mais aussi dans les pays sous-développés, la délégation indonésienne accueille avec satisfaction l'amendement des deux puissances. Il est important d'étudier les répercussions du désarmement et de la liquidation des stocks stratégiques sur l'offre des produits primaires. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que l'Organisation des Nations Unies devrait développer ses travaux sur la projection de l'offre et de la demande afin de déterminer les besoins financiers des pays en voie de développement. A cet égard, la

délégation indonésienne appuie sans réserve le paragraphe 5 du projet de résolution commun.

5. Il n'est pas trop tôt pour établir des plans d'utilisation des ressources libérées par le désarmement, puisque le succès des programmes de reconversion dépendra d'une planification réaliste; M. Thajeb accueille donc avec satisfaction le programme exposé dans le texte soviétique (A/C.2/L.646). Un tel programme permettrait d'évaluer les possibilités d'utilisation des ressources en question et favoriseraient l'établissement d'un climat plus propice au désarmement. L'établissement d'une liste complète des ressources dont les pays en voie de développement ont besoin demandera du temps, et il serait opportun que l'Organisation des Nations Unies procédât à une étude préliminaire de la question. La délégation indonésienne estime que les deux projets dont la Commission est saisie ne s'excluent pas et qu'ils pourraient être fondus en un seul texte.

6. M. CUBILLOS (Chili) se félicite de ce que tous les membres de la Commission reconnaissent la nécessité d'utiliser de façon systématique les ressources libérées par le désarmement, laquelle est d'ailleurs soulignée dans l'étude du Groupe consultatif d'experts et dans les projets de résolution dont la Commission est saisie. Il faudrait s'efforcer de fusionner les deux textes, car l'adoption unanime d'un projet de résolution unique établirait la preuve que la question a fait l'objet d'un examen objectif aucunement influencé par des considérations politiques ou idéologiques. Le désarmement créera de vastes possibilités de développement économique et social et d'assistance internationale. Il permettra aux pays industrialisés d'améliorer leur situation économique et de relever encore leur niveau de vie, et aux pays sous-développés d'accélérer le rythme de leur développement économique. Pour mettre fin au système de monoculture et diversifier leur agriculture, ces derniers pays ont besoin de ressources supplémentaires que les institutions internationales de financement ne peuvent leur accorder. Ils seraient alors en mesure de faire un meilleur usage de leurs propres ressources matérielles et humaines, de créer de nouvelles industries et de financer des aspects importants du développement, tels que les transports et la construction d'écoles et d'hôpitaux. Pour ce qui est des dépenses militaires, il ne faut pas perdre de vue la différence existant entre les pays industrialisés, qui peuvent se permettre de telles dépenses, et les pays peu développés, qui se trouvent contraints de dépenser à des fins militaires des sommes trop importantes pour leurs moyens.

7. M. CARANICAS (Grèce) félicite le Groupe consultatif d'experts d'avoir présenté une étude aussi remarquable et optimiste. Selon sa principale conclusion, tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteront du désarmement pourront être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international. Pourtant, des problèmes pourront se poser, dans le cas, par exemple, des exportations de quelques produits primaires qui dépendent dans une grande mesure de la demande directe ou indirecte créée par les achats à des fins militaires. Dans ces cas, il faut envisager d'accorder une aide spéciale aux pays et aux industries intéressés, ainsi que le Groupe d'experts l'a recommandé. L'utilisation à des fins pacifiques des vastes ressources libérées par le désarmement posera un problème économique des plus importants. Le Groupe

d'experts a déclaré qu'aucun pays ne devrait subir de bouleversements économiques même temporaires par suite du désarmement, et que les ressources libérées pourraient être utilisées pour relever le niveau de vie dans le monde entier.

8. La question du désarmement est d'une importance sans précédent. Un conflit nucléaire, en plus des pertes en vies humaines qu'il entraînerait, causerait des souffrances indicibles dans le monde entier et réduirait à néant des siècles de civilisation. La puissance des armes nucléaires rend toute guerre impensable et l'on a vu, lors de la récente crise de Cuba, que le bon sens pouvait prévaloir. C'est pourquoi un accord sur le désarmement semble maintenant possible dans un avenir prévisible.

9. La délégation grecque appuie le projet de résolution commun et l'amendement des deux puissances. Le projet soviétique contient de nombreuses constatations judicieuses qui sont conformes aux points de vue de la délégation grecque. M. Caranicas pense toutefois qu'il sera difficile, au stade actuel, de fusionner les deux textes. Il conviendrait cependant de tenter un dernier effort dans ce sens.

#### POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

**Souveraineté permanente sur les ressources naturelles**  
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite\*]**

10. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) comprend la position des délégations qui ont appuyé le projet de résolution présenté par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/C.2/L.654). Néanmoins, certaines délégations, y compris la sienne, sont profondément inquiètes en voyant que ce projet traite d'une question qui revêt à la fois des aspects juridique, économique et politique. Il est bon, dans le cas de quelque chose d'aussi sacré que la souveraineté nationale, de consulter les règles du droit. Les Etats-Unis, qui tiennent tout autant à leur souveraineté que les autres pays, ne veulent pas que cette souveraineté se trouve compromise par l'adoption d'une résolution qui, à moins qu'on n'y apporte des éclaircissements, pourrait mettre en question la notion fondamentale de la nation et des droits des nationaux. Si, comme l'a déclaré le représentant du Chili, le projet de résolution ne vise pas à modifier les principes actuels du droit international, il est difficile de comprendre pourquoi le retard que provoquerait l'examen de la question par la Commission du droit international constituerait un obstacle insurmontable.

11. Il conviendrait de faire un effort pour réunir l'unanimité sur une question qui ne présente pas un caractère de grande urgence. Certaines délégations, cependant, souhaitent régler immédiatement la question et la délégation des Etats-Unis est disposée à se ranger à leurs côtés si des éclaircissements sont apportés à certains passages du projet de résolution. C'est ce à quoi visent précisément les amendements présentés par les Etats-Unis (A/C.2/L.668). On a

\*Reprise des travaux de la 848ème séance.

prétendu que le projet de résolution présenté par la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles devrait être laissé sous sa forme originale, mais ce n'est pas là un privilège que l'on accorde toujours aux recommandations d'autres organes, par exemple à celles du Conseil économique et social.

12. A la 842ème séance, le représentant de la République arabe unie a parlé de l'indemnité que son pays a versée à la Compagnie du canal de Suez. Cependant, la décision de payer une telle indemnité n'est pas intervenue à la suite d'une résolution, et l'on ne voit pas très bien comment une résolution aurait été utile dans une telle situation. On a procédé en d'autres lieux à d'autres expropriations, conformément aux droits et aux procédures nationaux et internationaux déjà établis, sans que l'Assemblée générale ait défini une politique quelconque, qui ne pourrait influencer sur les pouvoirs d'un Etat ou les principes du droit international.

13. Peut-être une délégation cherche-t-elle à remplacer par une délégation générale concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles un système national de lois et de procédures bien conçues et convenablement appliquées. Le projet de résolution n'ajoutera rien ni ne retranchera rien au pouvoir qu'a l'Etat de fixer lui-même les conditions dans lesquelles il acceptera ou n'acceptera pas les capitaux étrangers, exercera un contrôle sur sa propre monnaie ou limitera l'exportation des bénéfices ou des capitaux. D'autre part, si cette mesure avait pour effet de décourager les investissements de capitaux, elle limiterait en réalité les possibilités pratiques que peut avoir un Etat d'exercer sa souveraineté. C'est ce qui pourrait se produire si l'on n'éliminait pas du texte certaines ambiguïtés. On a quelquefois divisé les Membres de l'Organisation des Nations Unies, de façon assez peu réaliste, en pays importateurs et pays exportateurs de capitaux, mais les Etats-Unis, par exemple, ont chez eux des intérêts étrangers importants et pourraient fort bien être rangés dans les deux catégories. Aussi les Etats-Unis désirent-ils, au même titre que les pays uniquement importateurs de capitaux, éviter toute action qui pourrait décourager les investissements de capitaux étrangers.

14. Les accords entre des Etats et des personnes privées sont, dans le meilleur des cas, des accords entre parties inégales, un Etat étant d'une manière caractérisée infiniment plus puissant qu'un étranger qui fait des affaires sur son territoire. Des déclarations répétées sur l'importance de la souveraineté ne feraient qu'obscurcir encore des rapports difficiles et mal équilibrés. Il conviendrait donc de les éviter, car les facteurs qui encouragent les capitaux privés à chercher des régions de plus grande stabilité sont déjà suffisamment nombreux.

15. Il semble que l'objectif de quelques-uns des amendements proposés par l'URSS (A/C.2/L.670) soit d'appliquer à la question des capitaux privés les conceptions communistes en la matière. Mais M. Klutznick ne pense pas que l'adoption de ce projet de résolution avec ou sans les amendements en question persuaderait les Etats communistes d'adopter à l'égard des capitaux privés l'attitude qu'adoptent habituellement les Etats qui ne pratiquent pas le système communiste. En tout cas, si, comme on l'a prétendu, le projet de résolution ne modifie pas les droits et obligations internationalement reconnus des Etats en matière de souveraineté nationale et ne fait

qu'énoncer le droit international en vigueur, il serait bon de s'assurer qu'il en est bien ainsi, d'agir avec prudence et de transmettre ce texte pour avis à la Commission du droit international.

16. Néanmoins, puisque la majorité ne semble pas disposée à remettre à plus tard une décision touchant le projet de résolution, la Commission devrait au moins apporter au texte quelques éclaircissements de détail qui feraient disparaître toutes incertitudes quant à sa signification. Si l'on apporte ces éclaircissements, le représentant des Etats-Unis sera disposé à voter pour ce projet, mais, dans le cas contraire, il risquerait de n'être pas en mesure de l'appuyer. Dans l'espoir de faciliter la tâche de la Commission, la délégation des Etats-Unis a remplacé ses premiers amendements (A/C.2/L.668) par deux amendements simples qu'elle présente en commun avec la délégation du Royaume-Uni (A/C.2/L.686). Elle est persuadée que l'expression "indemnisation adéquate" qui figure au paragraphe 4 du projet de résolution sera interprétée comme signifiant, en droit international, une indemnisation prompte, satisfaisante et effective. Ainsi, elle propose uniquement, pour rendre le texte plus clair, de faire figurer au paragraphe 3 un principe généralement admis qui s'applique pareillement aux accords entre Etats, entre Etats et organisations internationales, et entre Etats et investisseurs étrangers privés, et qui ne pourra donner lieu à aucune objection, ainsi qu'une modification de détail au paragraphe 4. La délégation des Etats-Unis estime que, si l'on accepte ces légères modifications, on obtiendra un texte qui améliorera le climat des investissements et qui aura plus de chances de recueillir une approbation unanime.

17. M. UNWIN (Royaume-Uni) déclare que, dans un esprit de compromis, sa délégation a également retiré les amendements qu'elle avait proposés précédemment (A/C.2/L.669) et a présenté avec la délégation des Etats-Unis les deux amendements distribués sous la cote A/C.2/L.686 dont le but est de rendre le texte plus clair. Si ces deux amendements sont acceptés et si aucune autre modification de fond n'est apportée au projet de résolution, M. Unwin votera en faveur de ce texte.

18. M. FARHADI (Afghanistan) indique que sa délégation, dans le même esprit de compromis dont ont fait preuve les délégations du Royaume-Uni et des Etats-Unis, a décidé de retirer son amendement (A/C.2/L.655). Elle est disposée à appuyer le projet de résolution avec les amendements qui figurent dans le document A/C.2/L.686 et elle espère que d'autres délégations en feront autant. A son avis la traduction en français des mots "national jurisdiction should be exhausted" qui figurent dans l'amendement portant sur le paragraphe 4 du projet est inexacte et il conviendrait de la corriger de la façon suivante: "Les voies de recours nationales devront être épuisées".

19. M. SCHWEITZER (Chili) se félicite de l'esprit de coopération et de l'attitude conciliante dont ont témoigné les délégations des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Afghanistan en retirant leurs amendements originaux. Il n'a aucune objection à formuler contre les amendements proposés sous la cote A/C.2/L.686, et il pense que tel sera l'avis de tous ceux qui se sont prononcés en faveur de la Commission. Le premier amendement ne fait qu'affirmer à nouveau un principe reconnu par toutes les nations qui ont accepté la Charte des Nations Unies, et le second fait mieux ressortir le sens du paragraphe 4.

20. En ce qui concerne les amendements de l'URSS (A/C.2/L.670), la délégation du Chili pourra voter en faveur du nouvel alinéa qui serait ajouté à la fin du préambule. Elle pourra également voter en faveur de l'amendement portant sur le paragraphe 1 du projet, pourvu que l'on supprime le mot "indépendant". Elle est également en faveur des amendements portant sur le paragraphe 6, mais, dans le cas du deuxième de ces amendements, elle aimerait également voir supprimer le mot "indépendant".

21. M. ALBEDA (Pays-Bas) rappelle que sa délégation est disposée à accepter le projet de résolution sous sa forme actuelle, position qui lui semble être également celle de nombreuses autres délégations. Les amendements proposés dans le document A/C.2/L.686 sont acceptables pour sa délégation, car ils ne modifient pas le fond du projet de résolution, et ne sont destinés qu'à en préciser le sens.

22. M. VELAZQUEZ (Panama) déclare que, de l'avis de sa délégation, le projet de résolution présenté par la Commission est bien conçu et bien équilibré. Les amendements proposés par l'URSS (A/C.2/L.670) sont acceptables pour sa délégation, à l'exception de la proposition tendant à supprimer le paragraphe 3 du projet de résolution. L'investissement de capitaux étrangers présente une importance vitale pour le développement économique des pays insuffisamment développés tels que le sien. M. Velazquez ne pense pas que le paragraphe 3 tendrait à restreindre les investissements étrangers; ces investissements sont les bienvenus dans son pays pourvu qu'ils ne portent atteinte en aucune façon à la souveraineté du Panama sur ses ressources naturelles. Le Panama ne saurait accepter aucune condition limitant sa juridiction dans des questions d'indemnisation, de nationalisation ou d'expropriation. Il a offert un vaste champ d'action aux investissements étrangers et ouvert son territoire au monde entier, mais sa population n'a pas pleinement profité de ses ressources naturelles. Compte tenu de l'aggravation de sa situation économique et de l'importance du chômage, il a décidé d'appliquer un programme décennal de développement économique et social dans le cadre de l'Alliance pour le progrès.

23. Bien qu'elle se soit opposée auparavant aux amendements présentés par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, la délégation du Panama votera en faveur des modifications proposées dans le document A/C.2/L.686. Elle suggère cependant aux auteurs de faire figurer au paragraphe 8 du projet la phrase qu'ils proposent d'insérer au paragraphe 3, le paragraphe 8 étant ainsi rédigé:

"Les accords librement conclus par des Etats et des organisations internationales ou des Etats et des investisseurs étrangers seront fidèlement respectés; les Etats et les organisations internationales doivent respecter strictement..."

24. La délégation panamienne se prononce contre la proposition tendant à renvoyer à la Commission du droit international le texte de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

25. M. APPIAH (Ghana) rappelle que sa délégation a déjà insisté, à propos du projet de résolution, sur la nécessité de tenir compte des réactions des pays exportateurs de capitaux. Tenant compte des amendements proposés à l'origine par les Etats-Unis et le Royaume-Uni et des commentaires auxquels ils

ont donné lieu, ainsi que des nouveaux amendements présentés dans le document A/C.2/L.686, sa délégation a décidé de ne pas insister sur sa proposition tendant à renvoyer le projet de résolution à la Commission du droit international.

26. M. ANJARIA (Inde) se félicite du retrait des amendements initialement présentés par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Afghanistan et approuve les nouveaux amendements présentés en commun sous la cote A/C.2/L.686. La délégation indienne est disposée à voter en faveur du projet de résolution ainsi modifié. A l'égard des amendements soviétiques (A/C.2/L.670), la position de sa délégation est la même que celle du Chili.

27. M. BERNER (Suède) rappelle qu'au commencement des débats la délégation suédoise a exprimé l'opinion que le projet de résolution tenait dûment compte des intérêts en présence et devait donc être adopté. M. Berner note avec satisfaction que la plupart des amendements ont été soit retirés, soit abrégés. Les amendements communs (A/C.2/L.686) ne font qu'apporter des précisions, sans modifier le sens du texte, et ils sont donc acceptables pour la délégation suédoise. M. Berner exprime l'espoir que le projet de résolution sera appuyé par une vaste majorité des représentants et qu'il servira de guide pour l'avenir.

28. U MAUNG MAUNG (Birmanie) dit que sa délégation, qui représente une nation en voie de développement, approuverait difficilement une résolution qui apporterait des restrictions, même morales, à la liberté d'action de l'Etat. Le projet de résolution à l'étude comporte déjà des restrictions et la plupart des amendements présentés ne feraient que les renforcer. L'objectif des auteurs des amendements communs (A/C.2/L.686) est sans doute d'encourager les investisseurs éventuels. Cependant, U Maung Maung sait par expérience que l'existence ou l'absence de semblables dispositions n'a jamais empêché l'exploitation des ressources naturelles. C'est seulement lorsque cette exploitation avait lieu dans des conditions peu équitables que certains Etats ont eu recours à la nationalisation. Au cours de ses 16 années d'indépendance, la Birmanie n'a jamais effectué de nationalisation sans procéder à des discussions appropriées et offrir une indemnisation librement convenue au cours de négociations mutuelles. Le Gouvernement birman a récemment prévu des garanties légales afin d'encourager les investissements étrangers, mais ces mesures ont eu peu de succès, alors que des pays qui n'offraient pas des garanties semblables attireraient les investissements.

29. En matière de commerce et d'investissement, l'élément le plus important est le degré de confiance qui existe entre les parties intéressées; en elles-mêmes, les déclarations écrites sont insuffisantes. Les restrictions implicites contenues dans les nouveaux amendements proposés (A/C.2/L.686) peuvent en fait paralyser les efforts des Etats pour favoriser le développement économique, car ils découragent l'initiative et ne laissent guère la possibilité de marchander. La délégation birmane estime qu'une déclaration des Nations Unies concernant la souveraineté permanente sur les ressources naturelles devrait exprimer les idéaux supérieurs de la société humaine et éviter les considérations purement commerciales. Si l'on tient à conserver le projet de résolution, il faudrait en modifier le titre et l'appeler par exemple

"Principes régissant l'exploitation des ressources naturelles".

30. Il est extrêmement difficile d'essayer de définir les questions qui ont trait à la souveraineté nationale. Certes, les Etats sont de plus en plus dépendants les uns des autres, mais la plupart des pays en voie de développement éprouvent encore de grandes difficultés à consolider leur souveraineté et leur indépendance nationales et ils ne pourraient accepter facilement une proposition qui pourrait impliquer pour eux la renonciation à certains des droits qu'ils viennent d'obtenir. Le principe des droits souverains des nations sur leurs propres ressources semble assez évident pour qu'il ne soit pas nécessaire de le préciser. En se fondant sur ce principe, chaque Etat a adopté des méthodes différentes pour résoudre les problèmes que pose le développement économique et social et il serait actuellement prématuré d'essayer de donner une base rationnelle à ces essais. La délégation birmane estime donc qu'il n'est pas nécessaire d'adopter un projet de résolution tel que celui à l'étude qui, malgré ses bonnes intentions, revient selon elle à imposer une solution aux Etats en ce qui concerne le meilleur moyen de régler les problèmes que pose leur développement.

31. Les pays occidentaux s'efforcent de bonne foi de persuader les pays en voie de développement qu'il est nécessaire de préciser l'étendue des droits souverains. Mais il serait surprenant que les pays occidentaux prennent entièrement le parti de l'entrepreneur privé, car la nationalisation n'est nullement inconnue en Europe occidentale et, même aux Etats-Unis, on voit tous les jours le gouvernement pénétrer dans le domaine des intérêts privés. Des dispositions impératives comme celles contenues dans les nouveaux amendements sont contraires au droit international, qui, de par sa nature, ne fait que refléter les procédures adoptées entre les nations et devrait même, d'un point de vue idéal, constituer une règle de conduite et non un code. Les relations entre les pays en voie de développement et leurs associés éventuels sont en tout cas régies par des accords bilatéraux ou multilatéraux librement conclus.

32. Pour ces raisons, la délégation birmane estime qu'il serait prématuré d'adopter un projet de résolution tel que celui qui est proposé et que les délégations devraient avoir le temps d'examiner les divers aspects et les incidences variées de toute proposition concernant cette question. De cette façon, on éviterait des décisions trop rapides et l'on pourrait finalement parvenir à une véritable unanimité. Bien que la délégation birmane ait de vives objections contre la plupart des amendements qui ont été proposés, elle n'en fera pas état, dans l'espoir que la proposition de procédure qu'elle a formulée sera acceptée. Cette proposition tend à renouveler pour un an le mandat de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, à augmenter le nombre de ses membres et à la prier de continuer à examiner le projet de résolution ainsi que les amendements soumis à la Deuxième Commission et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa dix-huitième session.

33. M. AWOYAMO (République centrafricaine) dit que sa délégation, qui estime que la question de la souveraineté sur les ressources naturelles est d'une grande importance, notamment pour les pays sous-développés d'Asie et d'Afrique, serait heureuse que les auteurs des divers amendements fondent leurs textes en un seul document, comme l'ont déjà fait le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Les amendements soviétiques (A/C.2/L.670) introduisent en effet deux nouvelles idées, l'égalité des peuples et l'importance des capitaux; ces idées, qui sont admises à la fois par les pays sous-développés et par les pays développés, devraient figurer dans le projet de résolution et l'on pourrait retirer les autres amendements soviétiques.

34. Les pays sous-développés attachent une grande importance à la notion d'égalité et s'intéressent en outre vivement aux moyens d'attirer des capitaux contre une rémunération convenable. Comme l'a dit le représentant de la Birmanie, la confiance entre les deux parties est essentielle. Les accords librement conclus sur la base de l'égalité seront fidèlement respectés par les peuples de ces pays et constitueront une protection contre les abus que pourraient commettre les investisseurs étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles. M. Awoyamo propose en outre d'ajouter au troisième alinéa du préambule du projet de résolution les mots "et du développement" après le mot "indépendance" et d'ajouter les mots "et compte tenu des besoins de leur développement national" à la fin du paragraphe 1. En outre, il faudrait ajouter les mots "et effective" après le mot "adéquate" dans la deuxième phrase du paragraphe 4.

35. Si ces amendements sont adoptés, la délégation de la République centrafricaine votera pour le projet de résolution.

36. M. UNWIN (Royaume-Uni) fait observer qu'à son avis la proposition du représentant de la Birmanie ne concerne guère les questions de procédure, mais ressemble plutôt à un nouveau projet de résolution; mais il a été convenu que l'on ne présenterait plus de nouveau projet. Comme les travaux de la Commission sur le projet de résolution A/C.2/L.654 sont déjà très avancés et que ce projet semble recueillir l'accord général, il serait préférable de mettre aux voix le texte actuel plutôt que d'en ajourner à nouveau l'examen pendant un an.

37. Les auteurs des amendements communs (A/C.2/L.686) sont disposés à accepter la proposition du représentant du Panama au sujet de leur premier amendement.

38. M. SCHWEITZER (Chili) tient à déclarer que sa délégation n'approuve pas la proposition birmane. Sans nul doute, les membres de la Commission estiment qu'il faut prendre une décision rapide au sujet de cette question qui est restée en suspens depuis 1958. Tout nouveau délai viendrait à l'encontre de cet objectif. M. Schweitzer espère que la proposition sera jugée irrecevable pour des raisons de procédure; sinon, la délégation chilienne votera contre.

La séance est levée à 13 h 15.